

LE DEVOIR

Le Devoir

Actualités, mercredi 26 février 2025 766 mots, p. A4

La pression du fiasco monte sur le gouvernement Legault

ISABELLE PORTER CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE À QUÉBEC

LE DEVOIR

Le PLQ et le PQ lui demandent de décaviarder des documents montrant que des ministres étaient au courant des problèmes

Le Parti libéral du Québec (PLQ) et le Parti québécois (PQ) pressent le gouvernement Legault de faire décaviarder des documents qui pourraient prouver, selon eux, que certains ministres étaient au fait des problèmes qui ont mené au fiasco SAAQclic.

«Clairement, le conseil d'administration était au courant et on essaie de sauver la réputation de deux ministres», a déclaré le député Monsef Derraji en point de presse mardi.

Le député libéral de Nelligan appuie ses dires sur des procès-verbaux de séances du conseil d'administration de la SAAQ, dont de longs extraits ont été caviardés avant d'être rendus publics.

«On sait qu'en juin 2022, il y avait un dépassement de coûts de 222 millions de dollars, a ajouté le chef intérimaire du PLQ, Marc Tanguay. Ça a été présenté au CA. Ils ne peuvent pas plaider l'ignorance.» Le PLQ souligne que, dans son rapport sur SAAQclic, la vérificatrice générale Guylaine Leclerc mentionne que le CA a évalué deux options contractuelles pour financer les dépassements de coûts. La seconde, jugée plus «risquée», a été choisie au terme d'une réflexion qui prenait en compte «le risque politique et médiatique élevé» de la première.

Le PQ réclame, lui aussi, que les documents soient entièrement rendus publics. Il s'agit «d'un des plus gros scandales politiques sur le plan financier de l'histoire du Québec», a fait valoir le chef du PQ, Paul St-Pierre Plamondon.

Mardi après-midi, les oppositions ont déposé une motion pour que l'intégralité des documents caviardés soit rendue publique, mais le gouvernement, qui est majoritaire, ne l'a pas appuyée.

Des «odeurs de commission Charbonneau», selon Éric Caire

La semaine dernière, le gouvernement Legault s'était déchargé d'une grande part de responsabilité dans le fiasco de SAAQclic. Alors que les attaques fusaient au parlement mardi, François Legault et ses ministres ont répété que le rapport de la vérificatrice avait établi qu'ils avaient été mal informés.

«La vérificatrice générale a eu accès à tous les procès-verbaux non caviardés et elle en est venue à la conclusion que le gouvernement n'avait pas eu accès aux bonnes informations», a répété le premier ministre.

Le ministre Éric Caire, lui, a avancé que c'est le PQ et le PLQ qui étaient responsables du fiasco SAAQclic. C'est le PQ, a-t-il souligné, qui a soustrait la SAAQ à certains contrôles en 2014. Quant au PLQ, c'est lui qui a donné le contrat au consortium formé par LGS (propriété d'IBM) et SAP, dont les coûts n'ont cessé d'augmenter.

Sur le ton belliqueux qu'on lui connaissait lorsqu'il était dans l'opposition, le ministre Caire a ajouté qu'à l'époque, «on trafiquait des appels d'offres avec des odeurs de commission Charbonneau».

Quant au ministre François Bonnardel, qui était responsable de la SAAQ entre 2018 et 2022, il a laissé sa successeuse, Geneviève Guilbault, répondre aux questions, sauf pour affirmer qu'il n'avait «pas parlé au président du conseil d'administration de la SAAQ» à l'époque où un risque «politique et médiatique» élevé a été évoqué en lien avec les dépassements de coûts.

Mme Guilbault, de son côté, a notamment invité les libéraux à consulter l'intégralité des procès-verbaux de la SAAQ à l'époque où ces derniers étaient au pouvoir. Elle n'a par contre pas voulu répondre directement aux députés qui lui demandaient carrément de démissionner puisque la SAAQ est sous sa responsabilité.

Lundi, la ministre a demandé à l'Unité permanente anticorruption (UPAC) d'enquêter sur SAAQclic. Or, cela ne suffit pas, soutiennent les oppositions. Le PLQ a plaidé pour que l'Autorité des marchés publics se penche sur ce qui s'est produit en 2022, une demande déjà acceptée par la présidente du Conseil du trésor, Sonia LeBel. Québec solidaire et le PQ demandent pour leur part la tenue d'une commission d'enquête sur le sujet.

«Éric Caire devrait être d'accord avec nous puisqu'en 2015, il a demandé exactement la même chose face aux dépassements de coûts du gouvernement libéral. Il avait demandé en 2015 qu'il y ait une commission d'enquête publique sur les contrats de transformation numérique», a déclaré la coporte-parole solidaire Ruba Ghazal.

On sait qu'en juin 2022, il y avait un dépassement de coûts de 222 millions de dollars. Ça a été présenté au CA. Ils ne peuvent pas plaider l'ignorance.

MARC TANGUAY »

LE DEVOIR

Le Devoir

Une, mercredi 26 février 2025 1380 mots, p. A1,A4

« Moi, j'ai été le cobaye. On a été les cobayes. »

MARIE-MICHÈLE SIOUI CORRESPONDANTE PARLEMENTAIRE

LE DEVOIR

Le responsable de la transformation numérique assure au Devoir ne pas avoir menti et reproche au ministre Caire d'avoir manqué de solidarité. Quelques jours après le dépôt d'un rapport dévastateur de la vérificatrice générale (VG) du Québec, le responsable de la transformation numérique à la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) livre sa version des faits au Devoir. Dans une longue entrevue, Karl Malenfant assure qu'il n'a «jamais caché d'informations» et montre du doigt le ministre de la Cybersécurité et du Numérique, Éric Caire.

«C'est pas vrai que je suis un imbécile à temps plein, lance-t-il. Moi, j'ai été le cobaye. On a été les cobayes» du ministère de la Cybersécurité et du Numérique.

Le Devoir a discuté avec M. Malenfant pendant plus de quatre heures mardi. Le fonctionnaire retraité a dit avoir accepté de parler publiquement parce qu'il ressent un sentiment d'injustice et de colère depuis que les ratés du virage numérique de la SAAQ font les manchettes. «Je le fais pour l'ensemble de mes équipiers à la SAAQ», a-t-il affirmé.

Karl Malenfant est visé sans être nommé dans le rapport de la VG. Celle-ci conclut que ses équipes et lui ont caché des informations sur l'explosion des coûts et les risques du virage numérique à la SAAQ, qui aura coûté au bas mot 1,1 milliard de dollars. «Jamais. Moi, toute ma carrière, je n'ai pas caché de l'information», affirme-t-il.

M. Malenfant dit avoir rencontré les équipes de la vérificatrice générale pendant trois jours. Il ne s'explique pas pourquoi la version des faits qu'il livre, documents à l'appui, ne figure pas dans le rapport. La VG n'a pas souhaité accorder d'entrevue au Devoir mardi.

L'ex-fonctionnaire affirme que les vice-présidents de la SAAQ se rencontraient tous les vendredis pour suivre la progression du projet. Toutes les six semaines environ, une rencontre était organisée avec le conseil d'administration, qui jouait le rôle attendu de lui — «challenge and support», résume M. Malenfant. «Ils ont investi du temps, organisé des comités spéciaux. Ils ont fait leur job. Et nous, on les a tenus informés», dit-il. «Si on avait caché de l'information, pensez-vous que les 30, 40 gestionnaires n'auraient pas levé de drapeau ?»

Le rôle d'Éric Caire

L'ex-fonctionnaire souligne qu'il a aussi rencontré le ministre Caire «à plusieurs reprises». «Je lui ai fait de la reddition de comptes: tout n'était pas toujours vert», lance M. Malenfant.

Le ministre Caire a plutôt affirmé avoir été laissé dans le noir, déclarant par exemple que SAAQclic n'était «pas sur les tableaux de bord du gouvernement».

À mots couverts, M. Malenfant reproche à l'élu d'avoir manqué de solidarité envers ses équipes. «La seule chose qu'Éric Caire a dite, c'est: "C'est un fiasco"», résume-t-il.

Or, dans ce «fiasco», le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) dirigé par M. Caire a joué un rôle, selon M. Malenfant.

Pendant la transformation de la SAAQ, le MCN a voulu arrimer SAAQclic avec le Service d'authentification du gouvernement (SAG), créé par les équipes du ministre. Des documents consultés par Le Devoir montrent que la SAAQ devait au départ être la septième organisation gouvernementale à être branchée au SAG, bien après une «chasse aux bogues». En cours d'année 2022, les équipes de M. Malenfant ont toutefois été avisées par le MCN du fait que la SAAQ serait la première grande organisation gouvernementale à utiliser le SAG. En clair, le SAG devait donc devenir la porte d'entrée sécurisée vers SAAQclic.

«Le week-end avant de lancer SAAQclic, le SAG permettait d'avoir trois clients en parallèle», relate M. Malenfant, en faisant état de la panique qui s'est emparée des équipes.

Les fonctionnaires du MCN ont bien fait leur travail de débogage, mais dans son esprit, il n'y a aucun doute: si six gros ministères étaient passés par le SAG avant la SAAQ — comme c'était prévu initialement —, les bogues, comme ceux qui ont fait planter les systèmes pour des questions d'accent sur des prénoms, ne seraient jamais survenus. Le taux d'utilisation de SAAQclic aurait aussi été plus grand, ce qui aurait permis par le fait même de réduire les files d'attente monstres.

Le ministre Caire a jusqu'ici refusé d'assumer une part de responsabilité dans l'aventure SAAQclic. Il a affirmé que celle-ci n'était pas liée au SAG, un projet pour lequel il juge qu'il «aurait dû recevoir des éloges». La VG précise dans son rapport ne pas s'être penchée sur le SAG dans le cadre de ses travaux.

Pas d'explosion de coûts

M. Malenfant se défend par ailleurs d'avoir mené un projet dont les coûts sont devenus incontrôlables. La vérificatrice générale écrit que le budget initial de la transformation numérique était de 638 millions de dollars en 2017. Elle inclut dans cette somme la «phase d'exploitation», évaluée à 264 millions. M. Malenfant soutient que cette phase est en fait une «réserve»: une somme qui devait servir à garder des employés contractuels pour veiller à l'évolution de SAAQclic.

«Ça ne fait pas partie du projet», affirme-t-il. Les coûts d'entretien d'une voiture ne font pas partie du coût d'achat d'une voiture, illustre-t-il, déconcerté. Reste qu'en excluant cette portion, la VG calcule que le coût total du projet a bondi de 374 millions de dollars, pour s'établir à 682 millions.

Ici, la hausse principale s'observe dans ce que la VG appelle la «livraison 2: permis, immatriculation et contrôle routier». Or, selon M. Malenfant, la portion «contrôle routier» a

été ajoutée au projet en cours de route, et elle explique en partie la hausse des coûts. «Là, on a pogné notre Waterloo», reconnaît-il.

À ce nouveau mandat s'est ajouté ce qu'il qualifie d'imprévu: le branchement au SAG, de nouvelles exigences législatives et une réévaluation majeure des coûts par «l'Alliance», le consortium responsable du projet, formé par les sociétés LGS (propriété d'IBM) et SAP.

Karl Malenfant affirme qu'à la fin de 2019, l'Alliance est revenue vers la SAAQ en affirmant avoir sous-évalué le travail à effectuer à hauteur de 800 000 heures. «Je leur ai dit: "Vous allez faire les heures à vos frais. [...] Il y a la moitié du char de construite"», résume-t-il. Au terme d'échanges qu'il dit confidentiels, il explique que la SAAQ a accepté de libérer de nouvelles sommes, de crainte de perdre les services du consortium.

«Il n'y a pas d'argent qui a été mis aux poubelles, assure M. Malenfant. Est-ce que ça a eu des impacts financiers ? Bien sûr. Est-ce que c'était plus compliqué que prévu ? Oui.» Contrairement à ce qu'affirme la VG, il assure avoir avisé le conseil d'administration de la SAAQ des changements de budget. D'ailleurs, il atteste que si les deux indicateurs retenus par la vérificatrice générale sont passés au vert en octobre 2020, ce n'est pas parce que ses équipes ont changé leurs cibles — la conclusion avancée dans le rapport de la VG. «Quand le CA approuve de nouveaux budgets et de nouveaux échéanciers, on fait un nouveau baseline», a-t-il affirmé. Autrement dit, le projet avait été assez modifié pour que de nouvelles cibles et objectifs soient définis.

Malgré la tempête, M. Malenfant se dit fier d'avoir mené la transformation numérique à la SAAQ: le service n'est pas encore parfait, mais il fonctionne, fait-il valoir. Quant à sa vision des choses, il est prêt à aller la raconter devant une commission d'enquête publique, si le gouvernement en déclenche une. Dans le cadre d'un tel exercice, «j'aurais pu prendre trois heures» et «départir les vraies affaires des fausses», dit le fonctionnaire retraité.

C'est pas vrai que je suis un imbécile à temps plein KARL MALENFANT »

FIASCO DE SAAQCLIC

Illustration(s) :

Karl Malenfant dit avoir rencontré les équipes de la vérificatrice générale pendant trois jours. Il ne s'explique pas pourquoi la version des faits qu'il livre, documents à l'appui, ne figure pas dans le rapport. FRANCIS VACHON LE DEVOIR

.

© 2025 Le Devoir. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.